

L'OCDE pessimiste pour la croissance en zone euro

L'OCDE constate que l'économie mondiale progresse désormais moins vite et que des risques importants subsistent. En Europe, la croissance se montre bien plus faible que prévu. Les facteurs négatifs sont nombreux...

L'OCDE a revu en baisse de 0,8 point de pourcentage sa prévision de croissance pour la zone euro en 2019. Deux pays sont particulièrement touchés: l'Allemagne (-0,9 point) et l'Italie (-1,1 point). La France n'est pas en reste (-0,3 point).

«La croissance a été revue très fortement en baisse en Allemagne et en Italie, reflétant des expositions relativement élevées au ralentissement du commerce mondial comparées à celle de la France», selon l'Organisation de coopération et de développement économiques.

L'Allemagne voit ainsi sa croissance projetée pour cette année (0,7%) divisée par deux par rapport à celle réalisée l'an passé (1,4%), tandis que l'Italie tombera en récession (-0,2% après + 0,9% en 2018). L'économie française, moins dépendante des exportations, devrait encore croître de 1,3% cette année, après 1,5% l'an passé.

Plusieurs raisons

Pourquoi ces baisses? Plusieurs facteurs entrent en jeu. *«La croissance dans la zone euro a brutale-*

ment ralenti en 2018 et devrait rester faible, à environ 1% en 2019 et 1,2% en 2020», ce qui représente une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage pour cette année-là, selon l'organisation internationale.

Une *«demande externe plus faible et une moindre confiance devraient peser sur l'investissement»,* tandis que *«la hausse des salaires et des politiques macroéconomiques accommodantes vont soutenir la consommation des ménages»* dans la zone euro, selon l'OCDE.

«Une moindre croissance du crédit pourrait affaiblir la zone euro encore davantage», relève l'organisation, qui ajoute que le robinet du crédit pourrait se tarir à cause d'une *«incertitude politique qui est élevée»* et que l'OCDE appelle à combattre en *«intensifiant le dialogue multilatéral».*

Et aussi, le Brexit: *«Une séparation sans accord entre le Royaume-Uni et l'Union européenne constituerait toujours un choc négatif d'ampleur pour l'Europe et possiblement pour d'autres régions du monde.»*

Enfin, les *«gouvernements de la zone euro devraient faire des efforts coordonnés sur les plans fiscal et structurel»,* c'est-à-dire baisser les impôts pour soutenir la demande dans les pays aux finances publiques solides et libéraliser leurs marchés, pour augmenter la productivité.